

## Commentaires de Guy Debailleul

### Commentaire du 7 décembre

#### De Montréal (2005) à Paris (2015), de la COP11 à la COP21

Quelques impressions à la fin de cette première journée de la seconde semaine de la COP21. Ma précédente participation à une COP remonte à Montréal 2005, au Palais des Congrès. L'année où le ministre de l'Environnement du Canada, Monsieur Stéphane Dion, avait été ovationné à la fin de la Conférence pour l'attitude très constructive qu'avait adoptée le Canada tout au long de la Conférence. Mais ceci est une autre histoire...

Je me contenterai pour cette première journée de quelques impressions en référence à cette précédente expérience. Des impressions parfois superficielles et non des analyses. Tout d'abord, la taille, le volume. Cette machine déjà énorme qu'était la COP11 est devenue gigantesque. Il faudrait trois Palais des Congrès pour abriter les installations de la COP21. Et encore, à l'issue de cette première journée, je suis loin d'en avoir fait le tour. Et je ne parle que du périmètre sous l'autorité de l'ONU. Un pavillon extérieur destiné davantage à la jeunesse est, paraît-il, tout à fait intéressant, très fréquenté et animé. Beaucoup plus d'espace donc et beaucoup plus de monde, beaucoup plus d'évènements.

Le programme des différentes activités devient lui-même un document très volumineux dans lequel il est difficile de se retrouver. Toujours par différence avec Montréal, des présences qui marquent: les États-Unis, la Chine, l'Afrique. Lors de la conférence de presse du Climate Action Network des États-Unis le soir de l'ouverture de la COP, la représentante d'une ONG environnementale du Minnesota déclarait: "En 2005, à Montréal, j'avais honte de représenter les États-Unis. Aujourd'hui, je suis fière, après le discours du président Obama ». En effet, en 2005, on ne voyait guère de signe de présence du gouvernement fédéral. Seule la Californie était très active. À Paris, les apparences sont très différentes. Une illustration: j'assistais cet après-midi, au pavillon des États-Unis, à un débat entre le Maire de Salt Lake City, le Maire de Des Moines en Iowa, l'adjoint au gouverneur de Californie et un haut fonctionnaire fédéral sur l'impact des changements climatiques sur l'instauration de nouveaux modes de gouvernance et de relations entre les niveaux municipaux, étatiques et fédéraux pour gérer les adaptations et les mesures de réduction des émissions. Tout un changement. Et de fait, les États-Unis semblent très présents dans beaucoup d'évènements.

La Chine très discrète sinon absente, elle aussi, à Montréal, semble également multiplier les signes de présence et organise de nombreux « side events ». Enfin l'Afrique m'apparaît vouloir tenir sa place au moins dans les évènements et débats parallèles aux négociations elles-mêmes et là encore, à la différence de Montréal, elle n'est plus seulement présente par l'intermédiaire des ONG d'aide au développement. Par contre, toujours à l'intérieur du périmètre onusien, les entreprises sont nettement moins visibles. Très actives à Montréal en 2005, elles étaient très attirées par les opérations des MDP, "Mécanismes de développement propre". On n'en parle plus aujourd'hui...

Pour terminer, cette différence entre Montréal et Paris se manifeste également dans le langage utilisé et les thèmes abordés. À Montréal, on reste encore essentiellement centré sur la limitation ou la réduction de l'émission des GES. Aujourd'hui on parle tout autant, sinon plus, de l'adaptation. Du coup certains mots deviennent de véritables « buzz ». J'en mentionnerai deux: résilience (je l'ai entendu probablement plus de 50 fois en une journée) et un autre: « L'agriculture climato-intelligente » « Climate Smart Agriculture »!!! À suivre.

### **Commentaire du 8 décembre**

Parmi les faits du jour à noter: le briefing de la délégation canadienne. Prévu comme devant être présenté par la ministre de l'Environnement, il est finalement donné par la négociatrice en chef. Tonalité assez optimiste. Expression à retenir: « Les participants ont dépassé la simple réaffirmation de leurs positions de départ pour accepter beaucoup plus de dialoguer ». Cet optimisme relatif et prudent m'apparaît partagé par le négociateur en chef adjoint de la France que je rencontre un peu plus tard et qui est un vieux routier des COP.

La présidence française a décidé de bousculer un peu le déroulement des négociations en mettant en place des groupes de travail sur chacun des points principaux du projet d'accord et quelques-uns sur des points spécifiques. Chacun de ces groupes doit travailler toute la journée (et une partie de la nuit) avant de faire rapport le soir dans une réunion du « Comité de Paris » de 19h à 21h et qui rassemble toutes les parties. La réunion du Comité de Paris du 8 décembre ne pouvait pas faire état de réels progrès étant donné que ces groupes venaient de commencer à travailler. De sorte que l'on a eu droit à un concert de félicitations adressées au président Fabius pour cette initiative.

Au titre des différences « de Montréal à Paris », j'évoquais hier la présence beaucoup moins symbolique des États-Unis, de la Chine et de l'Afrique. Il faudrait ajouter une autre dimension assez frappante dans les activités parallèles aux négociations: la présence des villes et des gouvernements locaux et la présentation de leurs multiples initiatives pour réduire les émissions et préparer l'adaptation. Certes, dès les années 90, l'UNCCC avait encouragé des démarches et des initiatives à l'échelon local. Mais sur une période de 10 ans, il est frappant de voir à quel point elles se sont multipliées et ont conduit à la création de réseaux, d'ententes, etc. Un intervenant latino-américain semblait résumer cette évolution dans un des multiples panels organisés sur les initiatives à l'échelon municipal, régional ou infragouvernemental: « Les villes n'ont pas besoin et surtout ne doivent pas attendre les accords éventuels entre états pour s'emparer de la question des changements climatiques et y apporter des réponses pouvant s'appuyer sur des démarches, souvent beaucoup plus démocratiques, que celles des ententes entre états ». Dernière rubrique du jour: Si les engagements en matière de limitation et de réduction des émissions de GES sont naturellement au cœur des négociations, les débats sur la façon de mesurer, de comptabiliser et de comparer ces émissions restent très importants et sont loin d'être tranchés, même si actuellement les négociations impliquent des engagements sur les émissions mesurées à partir des inventaires nationaux. En témoigne un panel de discussion organisé par la France sur la comparaison des mesures de l'empreinte carbone et des inventaires nationaux. L'approche par l'empreinte carbone incorpore, à la mesure des émissions, celles qui sont associées à la consommation de produits importés et dont la fabrication a entraîné des émissions dans le pays exportateur. Il s'agit en quelque sorte des émissions « commandées ». Or la comparaison entre cette empreinte carbone et les inventaires nationaux montre une certaine différence dans les émissions par personne: en gros, pour la France, le calcul par le biais de l'empreinte donne environ 12 tonnes de CO<sub>2</sub>(equ) contre 10 tonnes pour le calcul plus officiel. Et, surtout les évolutions des deux indicateurs sont divergentes. Les émissions par personne diminuent sur la base des calculs des inventaires, alors qu'elles augmentent pour les émissions sur la base de l'empreinte. On

réentendra sans doute parler de cela, car on imagine bien que la Chine, devenue « l'atelier du monde » ne peut rester indifférente face à un tel débat.

### **Commentaires du 9 décembre**

Parmi les multiples événements du jour, il faut signaler celui coorganisé par le gouvernement du Québec et l'organisation de la Francophonie et intitulé *Le Québec et la lutte contre les changements climatiques: pistes de collaboration avec les pays de la francophonie*. Ce qui est à relever, c'était la présence d'au moins six premiers ministres provinciaux. Un autre signe de l'ébauche d'une co-construction d'une politique climatique aux échelons provinciaux au Canada, comme on l'a vu précédemment aux échelons des états (États-Unis) ou des municipalités. Un événement tenu au pavillon du Maroc était lui aussi consacré aux efforts de coopération entre municipalités pour la lutte contre les effets des changements climatiques.

Un autre événement qui ne passait pas inaperçu, le passage de John Kerry, le secrétaire d'État américain, venu annoncer le doublement de la contribution financière des États-Unis à la fin d'un discours qui, par ailleurs, insistait surtout sur la coresponsabilité de tous les états dans la mise en œuvre d'un accord, sans s'attarder sur le caractère « différencié » de cette responsabilité et encore moins sur la responsabilité historique des pays développés dans le bilan d'émissions de GES, cause des changements climatiques. Cela reste un point d'accrochage majeur avec les pays du Sud.

Du point de vue des négociations, cette journée a été marquée, à la fois, par le dépôt d'une nouvelle version très allégée de l'accord provisoire. Le président Fabius était heureux de souligner que les trois quarts des "crochets" (qui encadrent les différentes versions possibles de la rédaction d'un point quelconque du projet d'accord) avaient disparu, signe, selon lui, d'un progrès très net dans les négociations. Le Comité de Paris du soir allait amener à nuancer très sérieusement cet optimisme, puisqu'il a donné lieu essentiellement à des critiques de la part des représentants des différents regroupements des pays du Sud (G77+ Chine, Caricom, pays insulaires, etc..) mentionnant que si la nouvelle version était une base de travail possible, l'essentiel restait à faire.... Alors qu'il restait deux jours avant la clôture officielle des négociations.

Un autre signe que la pression monte était la manifestation organisée par les membres de plusieurs ONG autour de la thématique de la justice climatique. Bien qu'elle ne rassemblait que des personnes dûment accréditées à travers leurs organisations, elle a tout de même réuni, selon moi, 200 à 250 personnes sous la forme d'un « sit-in » très bruyant au point de rendre impossible la tenue de certains « side events » dans les pavillons voisins. Très "vocale", mais sans violence, cette manifestation semblait tout de même rendre nerveux les nombreux policiers des Nations Unies accourus pour éviter tout débordement. Symboliquement, toutes les pancartes qui avaient été improvisées et imprimées à l'intérieur du périmètre de la COP21 (il est évidemment hors de question de passer le contrôle avec une pancarte!) ont été accrochées à la reproduction de la Tour Eiffel installée au bout de l'allée qui relie vers les principaux bâtiments (voir photo). Nul doute que, comme souvent dans ces négociations, l'avant dernière journée, celle de jeudi, sera décisive quant au caractère ambitieux ou non que revêtira l'Accord de Paris.

### **Commentaires du 10 décembre**

Après la tension du mercredi manifestée par les multiples réactions très réservées (surtout de la part des pays du Sud) à la nouvelle version du projet d'accord présenté mercredi après-midi et par les manifestations des représentants des ONG en faveur de la justice climatique, la journée du jeudi présentait un petit air de morosité. Le briefing de la négociatrice en chef canadienne confirmait aussi cette impression. On était encore loin du compte. Certes, tout le monde reste persuadé qu'il y aura un

accord d'ici vendredi soir. La question est bien sûr: quelle sera l'ambition de cet accord? Les délégués ont travaillé toute la nuit d'une part en mode "indaba", c'est-à-dire une plénière dans laquelle les délégations ne comportent que trois membres pour permettre une discussion plus serrée et censée être plus efficace. En parallèle, d'autres sessions se tenaient sur des thèmes transversaux dont on s'attendait à ce qu'ils progressent plus vite (Préambule, forêt, etc..).

Il n'y a pas eu de réunion du Comité de Paris à 15h. Ce dernier ne s'est réuni qu'après 21h pour une courte durée. Le président, Laurent Fabius, y a annoncé la distribution imminente d'une nouvelle version de l'accord et la reprise de la réunion en mode "indaba" à 23h, après que les délégations aient eu le temps de prendre connaissance du nouveau texte. Une nouvelle nuit de travail attendait donc les participants.

Entre temps, les "side events" et les points de presse se multipliaient, ainsi que des petites manifestations de taille plus modeste que celle de la veille. Je ferai référence à deux activités qui me semblent parmi de nombreuses autres refléter l'ampleur de la prise de conscience de la façon dont les changements climatiques vont affecter nos vies dans toutes leurs dimensions.

Au pavillon de France, le Conseil Économique, Social et Environnemental tenait un "événement". Cette institution, qu'on se plaît à appeler la troisième assemblée du pays, se veut la représentation de la société civile. Cette assemblée est constituée de quelque 300 membres représentant le milieu des entreprises, les syndicats ouvriers, les syndicats agricoles, les ONG, auxquels se joignent un certain nombre de "personnalités qualifiées". De tels conseils économiques et sociaux existent d'ailleurs dans environ 80 pays. Leur rôle est de produire des avis émanant de cette "société civile" sur tous les sujets importants de la vie sociale et de l'action gouvernementale. Ce qui ressortait du débat peut se résumer en deux points: les organisations de la société civile ont déjà entamé, depuis plusieurs années, une réflexion importante sur la façon dont les changements climatiques vont affecter tous les domaines de l'activité économique et sociale, et sont en mesure de faire des propositions: emploi, transport, santé, urbanisme, etc.. Par ailleurs, et dans ce contexte d'incertitude sur la portée de l'Accord de Paris et notamment sur son caractère contraignant, les organismes de la société civile s'estiment en mesure d'exercer une pression de plus en plus importante sur les états en faveur du respect des engagements et d'une amélioration continue de ces engagements.

Autre activité signalée, en salle de presse, la coalition "We Mean Business" qui rassemble quelques centaines des plus grandes entreprises, notamment des multinationales, et qui revendique à la fois un rôle de sensibilisation de leurs propres membres à l'importance des changements climatiques et d'autre part une action de lobbying sur les états pour la promotion de leurs propres intérêts, tenait donc un point de presse pour faire connaître la position de ses membres sur l'évolution des négociations. Ce qui m'a le plus frappé dans cette présentation, c'est le degré de convergence entre leurs attentes et celles que l'on peut retrouver dans les plateformes des regroupements d'ONG type Réseau Action Climat. Évidemment, pour les milieux d'affaires (au passage le secteur énergétique est relativement peu représenté dans cette coalition!), un point essentiel est une entente sur des objectifs ambitieux certes, mais de longue portée et assortie de moyens relativement contraignants pour forcer les états à respecter ces engagements à long terme. La transparence est naturellement une autre revendication. Enfin, la taxation du carbone est considérée désormais par cette coalition comme incontournable avec le souhait qu'elle ne donne pas lieu à trop de politiques hétérogènes. Bref on pourrait se demander si une telle coalition ne tente pas de définir, pour reprendre une expression à la mode, un capitalisme "climato-intelligent" (climate-smart capitalism). À suivre! Pour les personnes intéressées: voir le site: [wemeanbusinesscoalition.org](http://wemeanbusinesscoalition.org).

## Commentaires du 11 et 12 décembre

La présidence française a soumis une nouvelle version du projet d'accord autour de midi. Les délégations avaient 3 heures pour examiner le texte et faire connaître leurs positions, et la plénière était prévue pour 15h45. Elle a finalement été convoquée pour 17h45, mais au moment où la présidence allait s'installer, elle s'est soudainement retirée de la tribune. Il a fallu attendre presque 1h30 avant qu'elle ne revienne. De quoi s'interroger sur les éventuels blocages survenus au dernier moment.

Dans l'après-midi, plusieurs conférences de presse avaient eu lieu, donnant l'occasion à plusieurs regroupements d'ONG ou d'autres acteurs de la société civile de faire connaître leur appréciation du projet d'accord soumis. Une fois de plus, il était frappant de constater un certain degré de convergence entre les positions d'ONG environnementales, telles que la WWF et d'organisations du secteur privé comme la coalition "We Mean Business", dont j'ai déjà parlé dans une chronique précédente.

Au moment où je commence cette chronique, la plénière de la COP21, qui entérine le projet de décisions et d'accord élaboré parfois douloureusement au cours des derniers jours, est loin d'être terminée. Le projet a été adopté à 19h30, heure de Paris. Il est presque 22h, le président Fabius vient justement de dire qu'il y a encore 40 demandes et souhaite que chaque intervention se limite à trois minutes, sinon les historiens ne sauront pas si cet accord considéré comme historique a eu lieu le 12 ou le 13 décembre. Il aurait pu aussi dire qu'au fur et à mesure que les interventions se multiplient, les délégués s'en vont et que les derniers à parler risquent de le faire dans une salle presque vide! Mais on sait que cette partie de rituel est surtout consacrée à souligner le leadership et les mérites de ceux et celles qui ont piloté le processus. Les références au caractère historique de cette entente se multiplient. Il y a cependant une émotion toute particulière dans laquelle baigne cette ultime rencontre. Une sorte d'exorcisme. Le fatalisme, voire le découragement, qui avait suivi la conférence de Copenhague semble pouvoir être dépassé. Certes, la plupart des intervenants ont souligné que cet accord n'était pas parfait. Mais le ministre des Affaires étrangères de Singapour ne vient-il pas de déclarer que c'est un philosophe français, Voltaire, qui avait déclaré que ce qui est parfait est l'ennemi de ce qui est bien! Pendant ce temps, la représentante du Panama, au nom du regroupement des 52 pays abritant des forêts tropicales, déclare qu'elle est frappée par le nombre de fois où des intervenants ont mentionné dans cette assemblée: "C'est la première fois..". À son tour elle ajoute: "C'est la première fois que les forêts tropicales sont incluses dans un tel accord". Autre référence au caractère historique de l'accord: Le représentant du Chili mentionne, au nom des pays de l'ALAC: L'Inclusion des droits de l'homme, de l'égalité homme-femme.

Des moments forts en émotion au cours de cette plénière. J'invite celles et ceux qui ont envie de constater que de telles plénières sont souvent l'occasion de morceaux de rhétorique, surtout lorsque l'événement se déroule dans une ville marquée par des attentats qui se sont produits exactement un mois plus tôt, à aller visionner quelques moments de l'enregistrement de cette plénière qui devrait rester accessible un certain temps sur le site de l'UNFCCC. Je mentionnerai seulement l'intervention du représentant des Iles Marshall qui cède la parole à une jeune fille de 18 ans qui raconte comment elle vit l'envahissement progressif de son milieu de vie par les eaux, et que depuis qu'elle est enfant, son grand-père lui explique qu'effectivement le climat change et l'eau monte....

Dès l'ouverture de cette plénière, il pouvait apparaître un peu surréaliste de constater que les deux premières interventions, soit celle de la représentante de l'Afrique du Sud au nom du "G77+Chine" (qui regroupe entre autres 134 pays en développement) et celle de la représentante de l'Australie s'exprimant au nom du groupe Parapluie (ou groupe de l'Ombrelle qui rassemble de manière informelle, outre

l'Australie, le Canada, des États-Unis, de l'Islande, du Japon, de la Nouvelle-Zélande, de la Norvège, de la Russie, et de l'Ukraine) exprimaient leur satisfaction pratiquement dans les mêmes termes, alors que l'on sait que les oppositions ont été pratiquement permanentes entre les intérêts de ces deux groupes tout au long de ces deux semaines. Il y a certes eu une fausse note dans ce concert unanimiste, qui fait un peu partie, lui aussi de ce rituel. Cette fausse note a été jouée par le Nicaragua, dont le représentant a souligné qu'il ne pouvait s'associer au consensus quand, entre autres, il constatait que la mention d'un objectif éventuel de limitation à 1,5 degré de l'augmentation des températures par rapport à l'ère préindustrielle, alors que les engagements annoncés par les différents pays ne peuvent au mieux qu'envisager une limitation à 3 degrés, sinon plus de l'impact des augmentations des émissions de GES. Cette note dissidente pouvait certes relayer d'autres dissidences manifestées à l'extérieur de la "zone bleue", c'est à dire cette zone du parc des expositions du Bourget sous le contrôle provisoire des Nations Unies, je veux parler des manifestations organisées à Paris et qui ont rassemblé plusieurs milliers de personnes. On retiendra peut-être, plus tard, que l'ensemble de ces événements, qu'ils s'expriment en faveur ou en défaveur de cet accord, souligne à leur manière que finalement il se pourrait bien que cet accord ait une portée historique, en rupture avec la démobilisation héritée de Copenhague.

Alors que les prochains jours et les prochaines semaines donneront le temps d'apprécier la portée du changement qu'apporte cet accord, et il faudra nous y employer de notre côté, je ne résiste pas à l'envie de joindre une photo saisie dans Paris où les références à la COP21 sont fréquentes. Celle-ci est de nature religieuse comme le montre la photo. Mais au moment où je passais, la chorale gospel qui se trouve sur le perron chantait: "O Happy Day". Cela ne s'invente pas ! Cela s'applique-t-il en ce 12 décembre 2015, jour de l'adoption de l'Accord de Paris?

### **Commentaire du 13 décembre**

En guise d'épilogue: Les jours qui viennent vont alimenter une multitude de réflexions, de débats et de prises de position sur le bilan de la COP21 et les réels acquis du nouvel accord de Paris. Il semble que même des stations du métro parisien se soient emparées du débat. Voir les photos prises dans la station Bastille. Quelques instants après mon passage dans cette station, je me retrouvais dans le RER pour l'aéroport de Roissy et un accordéoniste y jouait l'air de "Que sera, sera !".

### **Commentaires du 14 décembre**

Revenu à Montréal, et lisant quelques articles de presse sur le bilan de la COP21, quelques réflexions me viennent à l'esprit. Partons, tout d'abord, de l'évaluation de James Hansen, cet ancien de la NASA et du GIEC, qui fut parmi les premiers, sinon le premier, à relier les évolutions de température et du climat aux activités humaines, et qui nous a habitués à des prises de position très ... radicales (ne comparait-il pas les trains de charbon alimentant une centrale électrique aux trains de la mort?). Il a qualifié cet Accord de Paris de "fraude". Il a raison. Ou du moins, il aurait raison s'il s'agissait d'un rapport scientifique, d'un rapport du GIEC par exemple. En effet, comment pourrait-on qualifier autrement un rapport qui indique un objectif de 2 degrés voire 1,5 degré de réchauffement par rapport à la période de référence et qui propose, comme moyens de l'atteindre, des mesures dont la portée ne permet de viser qu'un réchauffement de 3 degrés sinon plus. Effectivement, dans un rapport scientifique cela relèverait de la fraude. Seulement voilà, ce n'est pas un rapport scientifique, mais un accord de politique internationale. J'ai tendance à penser que la contradiction principale qu'il comporte, et que je viens de mentionner, c'est précisément ce qui va permettre de le faire évoluer.

On peut remarquer au passage que c'est le premier accord international qui a cette finalité: fixer un maximum à un objectif à atteindre. D'habitude, les autres négociations à caractère international visent plutôt à libérer, au contraire, tout ce qui s'oppose à une croissance continue. Le meilleur exemple se

trouve dans les négociations internationales, à caractère multilatéral ou régional, sur la libéralisation des échanges commerciaux: on veut supprimer des obstacles au commerce avec la conviction qu'on contribue à une croissance continue du PIB. (Ce qui plaide d'ailleurs en faveur d'une organisation mondiale de l'environnement ou du climat. Mais ceci est un autre débat). Dans cet Accord de Paris, on a renversé la problématique. Je ne crois pas qu'on reviendra ultérieurement sur cet objectif de 1,5 degré. Au contraire, les prochains rapports du GIEC à partir de 2017 vont probablement, ou du moins peut-être, nous indiquer que cet objectif devrait lui aussi être revu à la baisse et qui par ailleurs comprendra des dispositifs plus élaborés permettant de faire un lien plus fiable entre les mesures de réduction annoncées des émissions de GES (notamment sous la forme des INDC) et les répercussions anticipées sur les températures. On pourra s'attendre (suis-je trop optimiste?) que les ajustements et les révisions qui interviendront dans l'Accord viseront à réduire l'écart, c'est-à-dire l'importance de cette "fraude". Lorsque, par ailleurs, tout à fait à l'opposé de la position prise par Hansen, je lis qu'il s'agit d'un Accord plutôt équilibré. Je suis tout aussi en désaccord pour la même raison que celle développée plus haut. C'est précisément parce qu'il n'est pas équilibré, qu'il comporte une contradiction, une tension fondamentale, qu'il constitue la base de la constitution progressive d'une gouvernance commune de ce bien commun qu'est le climat. Parce que les efforts futurs n'auront qu'un but, qu'une seule logique, viser à réduire progressivement cette tension. Et cela va passer non seulement par la révision importante des INDC, mais la remise "sur le métier" de tous les autres points qui ont constitué des points d'achoppement essentiels au cours de cette COP21: différenciation, financement, transparence, caractère contraignant, etc.

D'autant que, pendant ce temps, plein d'acteurs ont commencé à s'emparer du climat et à convenir de mesures concrètes, à court terme, et en même temps significatives, au niveau des municipalités, des territoires, des régions, des entreprises, etc. Et leur dynamique va peser de plus en plus sur les futures COP.

Enfin, on peut relever qu'il y a une autre chose qui nous éloigne de plus en plus de Copenhague: les changements climatiques sont de moins en moins perçus comme une perspective à moyen et long terme, mais comme une réalité de plus en plus observable et, donc, de moins en moins contestable. Le mois de novembre dernier était, selon la NASA, le 333<sup>e</sup> mois consécutif de surchauffe de la planète. PS: Le cours de la bourse de Peabody Energy Corporation, une des principales entreprises mondiales de charbon a encore décroché ce matin, en début de séance à Wall Street, de 8,7 \$ à 7,7 \$. Mais cela fait au moins 2 ans que le cours de cette multinationale du charbon dégringole. L'action valait ... 293 \$ il y a 2 ans!!! À suivre!